

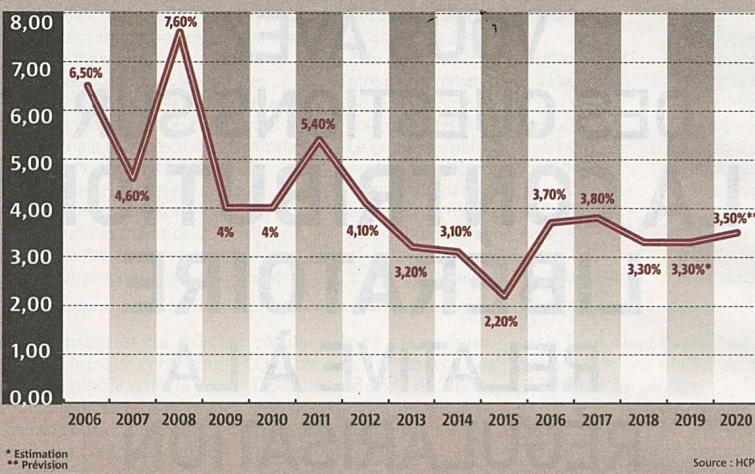
# La croissance pénalisée trois années de suite par la demande extérieure

■ Après 2,3% en 2019, le PIB devrait progresser de 3,5% en 2020.

■ Comme en 2018 et 2019, la croissance en 2020 serait portée exclusivement par la demande intérieure.

■ L'agriculture continue de dicter le rythme de variation de l'activité.

## Evolution de la consommation des ménages



gère. En 2019, par exemple, la valeur ajoutée des activités extractives a ralenti à 3% au lieu de 4,7% un an auparavant, en raison, entre autres, de la baisse des importations indiennes, dans un contexte de repli des cours du phosphate sur le marché international. Le ralentissement est encore plus marqué pour les activités manufacturières : +2,4% au lieu de +3,5% en 2018.

### La structure de l'offre dominée par les activités s'adressant au marché intérieur

Cette structure de l'offre, dominée par des activités s'adressant principalement au marché intérieur, a comme pendant, si l'on peut dire, une demande encore plus largement dominée par sa composante interne. En 2019, nous dit le HCP, la croissance économique est portée exclusivement par la demande intérieure, alors même que celle-ci a fortement ralenti (+2,5% contre +3,9 en 2018) en raison de la faible progression de l'investissement et le maintien du rythme d'évolution de la consommation des ménages à son niveau de l'exercice précédent, soit un rythme modéré de 3,3%.

Pourtant, les ménages ont bénéficié en 2019 d'un reflux assez marqué du niveau des prix : 0,6% de hausse de l'indice des prix à la consommation selon Bank Al Maghrib (BAM) et 0,8% d'augmentation du niveau général des prix selon le HCP. De surcroît, cette faiblesse de l'inflation ne date pas de 2019, elle couvre l'ensemble de la décennie qui vient de s'achever : très largement en dessous de 2% en moyenne annuelle sur la période 2009-2019.

C'est que cette consommation des ménages ne dépend pas que de l'évolution des prix, elle est aussi fonction

Sans surprise, la croissance économique en 2019 s'est établie à 2,3% au lieu de 3% en 2018, selon l'estimation du HCP, qui vient de publier son Budget économique prévisionnel 2020 (voir également *La Vie éco* du 3 au 9 janvier 2020).

Pour l'exercice 2020, prévoit le HCP, la croissance devrait bondir à 3,5%, portée par une amélioration de la valeur ajoutée du secteur primaire (+6,4%), après une baisse en 2019 (-4,3%), et une consolidation des activités non agricoles (+3%) consécutivement au redressement de la demande étrangère (+3%) qui, en 2019, a enregistré son plus faible niveau (+1,5%) depuis 2013.

Une fois de plus, c'est l'agriculture et, plus généralement, le secteur primaire, qui dicte le rythme de variation du PIB. Il suffira que la campagne agricole 2019-2020 soit tout juste moyenne (hypothèse retenue pour la construction de

ce Budget économique) pour que la croissance gagne 1,2 point pour s'établir à 3,5%. Ceci, parce que les activités non agricoles croissent à un rythme poussif, ne dépassant pas au mieux 3,4% depuis 2012. Pour 2020, d'ailleurs, la valeur ajoutée non agricole devrait ralentir à 3% contre 3,3% en 2019 ; et même avec une hausse des impôts et taxes sur les produits nets des subventions de 4,2% au lieu de 2,7% en 2019, le PIB non agricole ralentirait légèrement à 3,2% contre 3,3% un an auparavant.

Si l'on veut présenter les choses autrement, on dira que la croissance économique du Maroc repose principalement, au plan de l'offre, sur les secteurs les moins exposés à la concurrence internationale, donc produisant des biens et des services non échangeables. C'est le cas du secteur primaire, mais aussi et peut-être surtout le tertiaire. Ce dernier, qui représente 50% du PIB, est celui qui tire le plus les activités non agricoles. Les activités du secteur secondaire, hors

**IL SUFFIRA QUE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2019-2020 SOIT TOUT JUSTE MOYENNE POUR QUE LA CROISSANCE GAGNE 1,2 POINT POUR S'ÉTABLIR À 3,5%**

énergie et bâtiment, ont, par contre, tendance à subir les variations de la conjoncture internationale, car une partie de leurs produits est destinée à l'export. C'est le cas notamment des activités de production de phosphate, des industries chimiques, mécaniques et métallurgiques qui pâtissent plus que d'autres de la baisse de la demande étran-

## Stabilité des indicateurs macroéconomiques en 2020

En dehors de l'agrégat PIB, les principaux indicateurs macroéconomiques pour 2020 devraient connaître une relative stabilité, selon le HCP. Ainsi, le déficit budgétaire devrait se maintenir au même niveau qu'en 2019, soit -3,7% du PIB, celui du compte courant de la balance des paiements à -4,7% du PIB au lieu de -4,8% en 2019. L'épargne intérieure pour sa part s'établirait à 22,7% du PIB en 2020 au lieu de 22,6% du PIB en 2019, et l'épargne nationale à 27,4% du PIB au lieu de 27,3% respectivement.

La dette du Trésor, prévoit le HCP, devrait s'établir à 66% du PIB au lieu de 66,2% du PIB en 2019, et la dette publique globale à 82% du PIB au lieu de 82, l'exercice précédent ■



des revenus perçus, qu'ils soient de source interne (notamment les revenus issus de l'activité agricole) ou externe (les transferts des MRE). En 2019 justement, les revenus des ménages ont été affectés à la fois par la baisse de l'activité agricole (céréalière surtout) et la stagnation des transferts des MRE, indique le HCP dans son Budget économique. Et si, malgré tout, la consommation des ménages a maintenu le même rythme – modéré – qu'en 2018, c'est en partie grâce aux revalorisations salariales décidées dans l'accord social du 25 avril et, encore une fois, à la modicité du niveau de progression des prix.

L'autre composante de la demande intérieure, à savoir l'investissement, a, quant à elle, enregistré une évolution contrastée. Si la formation brute de capital fixe (FBCF), c'est-à-dire l'investissement en capital fixe, corporel ou incorporel, a augmenté de 2,4% contre 1,8% en 2018, la variation des stocks, en revanche, a très fortement baissé : -10,3%. Selon le HCP, cette baisse est liée, d'une part, au repli de la production agricole, et, d'autre part, au déstockage de matières premières. Il résulte de cette évolution que l'investissement brut a vu son rythme de croissance baisser de plus de 90% : +0,5% contre...+5,9% en 2018.

#### **L'investissement devrait s'accélérer en 2020 après une forte baisse de rythme en 2019**

Clairement, l'évolution des deux principales variables de la croissance que sont la consommation des ménages et l'investissement a été plus que modeste ; ce qui explique que la contribution de la demande intérieure à la variation du PIB en 2019 a baissé de 37,2% par rapport à 2018 : +2,7 points au lieu de 4,3 points respectivement.

Le problème, parce que c'en est un, est que ces modestes 2,7 points de pourcentage apportés à la croissance par la demande intérieure ont été amputés de 0,4 point correspondant au solde net des échanges extérieurs ; d'où les 2,3% de hausse du PIB estimée pour 2019. C'est la deuxième année consécutive où la demande étrangère a contribué négativement à la croissance économique. En 2018, cette contribution avait été de -1,3 point. Et ce n'est pas fini ! Pour 2020, le HCP anticipe une contribution négative de la demande extérieure encore plus accentuée : -0,9 point. Cette évolution, explique la même source, résulterait d'une progression des importations à un rythme encore plus prononcé (+6,1%) qu' en 2019 (+4,2%). Pourquoi une hausse aussi élevée des importations ? Très probablement en raison de l'amélioration attendue de la croissance économique en 2020. En particulier, le secteur secondaire

hors énergie, gros consommateurs de biens importés, devrait croître de 3% au lieu de 2,3% en 2019 ; et cette prévision est fondée sur l'hypothèse que les activités chimiques et parachimiques, mécaniques et métallurgiques, notamment, devraient profiter de l'amélioration de la demande étrangère. C'est pourquoi, le HCP prévoit une augmentation du volume des exportations de 5,4% au lieu de 4,2% en 2019. Et comme on le sait, ces exportations contiennent aussi... des importations. Ce qui est normal... jusqu'à un certain point, pourrait-on dire.

Il en résulte que, comme en 2019 ou en 2018, la croissance en 2020 serait portée exclusivement par la demande intérieure : 4% au lieu de 2,4% en 2019. Et toutes les composantes de celle-ci devraient augmenter à un rythme relativement plus soutenu qu'au cours de l'exercice précédent. La consommation des ménages, profitant des effets positifs attendus de la campagne agricole, du décaissement de la deuxième tranche des augmentations de salaires des fonctionnaires et de l'amélioration éventuelle des transferts des MRE, devrait progresser de 3,5% au lieu de

3,3% en 2019. L'investissement brut (FBCF+variation des stocks) devrait croître à un rythme élevé de 5,1% au lieu de 0,5% en 2019.

Malgré tout, 3,5% de croissance (si la prévision se réalisait) c'est évidemment faible pour un pays dont le PIB est de l'ordre de 115 milliards de dollars (1106,8 milliards de DH). Avec un tel dénominateur, le rythme de progression de la création des richesses devrait être au moins de l'ordre de 5%, et sur une longue période, sans quoi l'accès au statut de pays émergent prendra beaucoup de temps... ■

S.A.